

***Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et  
l'environnement***

**Conseil d'administration  
Séance du 17 mars 2022**

**Délibération n°5.2.2**

Le 17 mars 2022, le Conseil d'administration de l'Institut Agro s'est réuni sous la présidence de Dominique Chargé, en présentiel à Angers.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de présents : 26

Membres représentés (procuration) : 7

Quorum : 19

**Point 5– Gouvernance : Finances**

**Délibération 5.2.2 - Admission en non-valeur**

**Visa :**

Vu le décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019 relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, notamment son article 9 ;

Vu décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 4 janvier 2021 portant nomination de la directrice générale de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement - Mme WACK (Anne-Lucie) ;

Vu le décret n°2021-1723 du 20 décembre 2021 portant intégration de l'Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement (Agrosup Dijon) à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement ;

Vu les articles 193 du décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Sur proposition de la Directrice générale, après avoir entendu l'Agent comptable ;

**Exposé des motifs :**

Le Complexe Horticole d'Agadir (CHA) a sollicité les équipes d'Agrocampus Ouest (Institut Agro Rennes-Angers) pour mener une mission d'expertise dans le domaine de l'ingénierie de formation afin de mettre en œuvre une formation professionnelle en aquaculture de niveau BTS au profit des étudiants du CHA au Maroc (Convention N°953 du 13 mars 2017).

Nous avons honoré nos engagements qui se sont traduits par :

- 2 missions sur place (janvier 2017 et avril 2017)
- L'accueil d'une délégation du CHA (26 mars au 31 mars 2017)
- La production de 2 livrables :
  - Un référentiel professionnel technicien spécialisé en aquaculture
  - Une maquette de référentiel de certification et référentiel de formation technicien en aquaculture.

Deux factures ont été envoyées correspondant à ces deux livrables. Une seule facture d'un montant de 20 250 € a été payée. L'autre facture de 14 300 € n'a toujours pas été réglée à ce jour malgré de multiples relances divers canaux.

Les possibilités de recouvrement contentieux à l'étranger sont extrêmement complexes et coûteuses à mettre en œuvre, et les probabilités de réussite sont faibles.

S'il s'agit d'un débiteur Public, il convient au préalable de recourir à la voie diplomatique, c'est à dire déposer un dossier auprès du Ministère des Affaires Étrangères via la Direction générale des finances publiques ;

S'il s'agit d'un débiteur privé, l'agent comptable doit demander à l'ordonnateur d'engager une procédure contentieuse appelée "exequatur", procédure permettant de donner force exécutoire dans l'état requis à une décision déjà exécutoire dans son État d'origine. En pratique, pour les Pays hors Union Européenne, comme il n'existe pas de convention reconnaissant le caractère exécutoire des jugements rendus par les juridictions françaises, il appartient à l'établissement, s'il souhaite recourir aux voies d'exécution forcée sur le territoire du débiteur, d'obtenir de la juridiction étrangère compétente, dans le cadre d'une action en exequatur, la reconnaissance du caractère exécutoire d'une décision de justice française.

### **Réglementation**

Conformément à l'article 193 du décret GBCP, les créances de l'organisme peuvent faire l'objet d'une admission en non-valeur dès que la créance paraît irrécouvrable, c'est-à-dire en cas d'insolvabilité ou d'absence du débiteur.

L'admission en non-valeur est également effectuée lorsque l'ordonnateur n'autorise pas l'Agent comptable à engager ou poursuivre des actions contentieuses.

Au cas présent, compte tenu de la complexité majeure de la procédure de recouvrement à l'étranger, du coût important de celle-ci et des faibles chances de réussite, la Directrice de l'Ecole Institut Agro Rennes -Angers, en tant qu'ordonnateur secondaire, n'a pas souhaité qu'une action contentieuse soit engagée par l'Agent comptable. Elle a matérialisé sa décision par un certificat administratif daté du 03 février 2022.

### **Conséquences**

L'admission en non-valeur d'une créance a pour seul but d'apurer les prises en charge de l'Agent comptable. Elle n'a pas pour effet d'éteindre le droit que l'organisme détient sur son débiteur. Elle ne libère donc pas le redevable, le recouvrement devant être repris si le débiteur revient à meilleure fortune.

Sauf avis contraire, elle décharge l'agent comptable de sa responsabilité pécuniaire.

Les décisions d'admission en non-valeur se traduisent en comptabilité générale par une charge de fonctionnement. Elles n'ont pas d'impact budgétaire.

### **Proposition**

Suite à la décision de l'ordonnateur demandant à l'Agent comptable de ne pas poursuivre la procédure contentieuse à l'encontre du Centre Horticole Agadir visant au recouvrement de la créance du titre 357/2017 de 14 300 € émis le 16/03/2017, en raison de la complexité de la procédure de recouvrement à l'étranger, et du seuil limite de 10 000 € déterminée dans la délégation de pouvoir à la Directrice générale pour lui permettre de prendre les décisions d'admissions en non-valeur, il est proposé aux membres du Conseil d'Administration d'approuver l'admission en non-valeur du titre 357/2017 émis le 16/03/2017 pour un montant total de 14 300 euros (quatorze mille trois cent euros).

**ADOPTÉ :**            à 33 voix pour  
                              à 0 voix contre  
                              à 1 abstention

Le conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 17 mars 2022, approuve l'admission en non-valeur du titre 357/2017 émis le 16/03/2017 pour un montant total de 14 300 euros (quatorze mille trois cent euros).

Fait à Angers, le 17 mars 2022

**Le Président du Conseil d'administration,  
Dominique Chargé**